



## Non au colonialisme, non au racisme. Kanaky libre et indépendante !

Depuis plusieurs semaines, la Kanaky-Nouvelle-Calédonie connaît une situation quasi insurrectionnelle dont la responsabilité incombe totalement à la Macronie. Nous condamnons la politique brutale employée, aux conséquences toujours plus désastreuses. En effet, depuis plusieurs années, l'État français a abandonné sa position d'arbitre entre les forces politiques et sociales en présence, qu'il occupe depuis les accords de Matignon, pour prendre clairement le parti de la droite anti-indépendantiste radicale.

Nous apportons notre soutien aux collègues du ressort de la cour d'appel de Nouméa, avec une pensée particulière pour nos collègues kanaks.

Nous appelons le garde des sceaux à cesser d'être le bras armé du ministère de l'intérieur dans ses basses oeuvres visant à s'attaquer à toutes les libertés, particulièrement politiques et syndicales.

Nous ne partageons pas son « ordre républicain » à géométrie variable, qui laisse, entre autres, défiler des nazis et des fascistes, visage cagoulé et bras tendu en métropole, ou qui envoie la police épauler des milices armées en Kanaky-Nouvelle-Calédonie d'un côté, et qui réprime violemment tous ceux qui luttent pour leur dignité et leurs droits de l'autre.

Depuis le 2 décembre 1986, l'ordre juridique auquel le ministre de l'intérieur et ses collègues du gouvernement devraient se soumettre est celui du droit international, l'ONU ayant **réinscrit** la Kanaky-Nouvelle-Calédonie sur la liste des Nations unies des dix-sept territoires à décoloniser.

Pour la CGT des chancelleries & services judiciaires, viscéralement anticolonialiste et profondément attachée au principe d'autodétermination et à l'accès à l'indépendance des peuples meurtris par la « civilisation » occidentale, le processus de décolonisation doit reprendre selon les termes fixés par nos camarades de l'USTKE dans leur communiqué du 27 mai 2024<sup>1</sup>.

Pour terminer, citons la conclusion de leur communiqué : « *Pour le Bureau Confédéral de l'USTKE « TOUT EST NEGOCIABLE, SAUF L'INDEPENDANCE ». Il est hors de question que la question de l'accession à l'indépendance soit à nouveau sacrifiée sur l'autel d'un énième statu quo et d'intérêts politiques à courte vue. A toutes les composantes du mouvement indépendantiste kanak, nous disons ceci : l'USTKE rejettera tout accord qui ne débouchera pas de manière formelle et garantie sur l'accession à l'indépendance de la Kanaky. Cela fait 36 ans que nous sommes empêtrés dans cette « décolonisation sans indépendance » si chère à Rocard, et il est hors de question de cautionner à nouveau un remake de ces accords rétrogrades qui n'ont fait que perpétuer le système colonial et dont on mesure les funestes résultats aujourd'hui à travers la révolte de la jeunesse kanak. »*

A Montreuil, le 30 mai 2024

1 [https://ustke.org/actualites/actualite-politique/Communique-de-IUSTKE-at\\_1494.html](https://ustke.org/actualites/actualite-politique/Communique-de-IUSTKE-at_1494.html)